

## Un appel à projets pour

- Le ministère des MRE peut débloquer jusqu'à 1 million de DH
- Les ONG et la division de l'action sociale mises à contribution

ENFIN une véritable prise de conscience quant à l'arrivée massive des immigrés clandestins, principalement les Subsahariens, à Fès. Intriguées par ce phénomène, les autorités de la ville cherchent des solutions urgentes d'intégration. «Nous voulons insérer ces gens convenablement dans la société. Education, qualification et emploi... doivent être assurés pour que ces personnes puissent évoluer comme des citoyens marocains», souligne El Hassan Zitouni, secrétaire général de la wilaya de Fès. Ce dernier tenait, jeudi dernier, une rencontre avec les représentants d'ONG, le chef de la division de l'action sociale (DAS-Wilaya) en charge de l'INDH, en présence d'Ahmed Skin, responsable au ministère chargé des MRE, des pachas et de la presse. Le mot d'ordre est de poursuivre «l'opération de régularisation de la situation des étrangers en séjour illégal». Mieux encore, leur assurer les soins de santé, la formation et le logement. Ceci, en impliquant les associations qui attestent d'une expérience réussie dans le cadre des projets de l'Initiative nationale pour le dévelop-



Des dizaines de Subsahariens se sont affrontés à l'arme blanche, durant le mois sacré, à Fès. Et ce, pour des raisons confessionnelles. Outre l'encadrement, il leur faudrait des solutions d'intégration qui portent sur l'insertion socioprofessionnelle. Il faut aussi les déloger d'urgence de la forêt d'Oued Fès où leur présence constitue désormais un véritable danger public (Ph. YSA)

pement humain (INDH).

Pour ce qui est du volet financier, «le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration peut mobiliser entre 30.000

et 1 million de DH pour chaque projet», affirme Ahmed Skin. Le département d'Anis Birou lance ainsi un appel à projets, mobilisant les ONG au même titre que les acteurs locaux. Parmi les

et 1 million de DH pour chaque projet», affirme Ahmed Skin. Le départel'intégration économique et sociale,

## Les derniers chiffres

LES derniers chiffres du département d'Anis Birou font état de la réception de 17.000 dossiers de demandes de régularisation par les 83 bureaux ouverts à cette fin dans les différentes régions du Royaume. A ce jour, pas moins de 3.000 personnes ont reçu un avis favorable (72 à Fès). Elles représentent près de 60 nationalités issues de pays arabes, subsahariens, européens, américains et latino-américains. En outre, l'Etat a régularisé le statut de 530 demandeurs d'asile et 2.000 demandes de ce genre sont en cours de traitement. A noter que les immigrés dits temporaires ou de passage résident au Maroc, en moyenne, 2 ans et demi. Cette période est relativement longue, d'où l'importance des solutions d'intégration. Signalons enfin que seules 26 personnes étrangères ont reçu leurs cartes de résidence dans le cadre de cette opération à Fès. La wilaya fait état de plus de 2.200 demandes de régularisation.



Plusieurs centaines d'immigrés clandestins vivent dans la forêt d'Oued Fès. En l'absence d'un centre d'accueil qui leur est dédié, ces populations manquent des moindres conditions de vie, y compris l'eau. Ce qui a de lourdes conséquences sur leur santé et leur hygiène de vie (Ph. YSA)

## REPORTAGE



## intégrer les Subsahariens à Fès

l'auto-emploi, l'apprentissage des langues et de la culture marocaines, ou encore l'éducation et la formation des enfants d'immigrés, voire même est mise à contribution. Le but est de mettre en place un espace approprié dans le cadre de ses efforts visant à faciliter l'intégration des enfants des



Des dizaines de jeunes immigrés sont engagés comme des porteurs à côté du marché Imam Ali. Apparemment «plus forts et plus efficaces» que les porteurs marocains, les Subsahariens sont de plus en plus recherchés pour réaliser les tâches les plus difficiles (Ph. YSA)

leur insertion dans le cursus scolaire. Pour ce dernier point, l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (AREF) de Fès-Boulemane immigrés subsahariens et du Sahel dans le système éducatif marocain. L'opération d'intégration des enfants des immigrés au sein de l'école ma-



Jouxtant la gare ferroviaire, l'entrée du garage de la Société nationale du transport est devenue le quartier général des Subsahariens. A l'intérieur, certains campent à la belle étoile, d'autres squattent d'anciens locaux. Parfois, des rixes sont signalées, surtout pour élire de nouveaux chefs de gangs ou pour des raisons confessionnelles (Ph. YSA)

rocaine publique ou privée constitue un nouveau pas dans le processus de mise en place de la nouvelle politique migratoire dans laquelle s'est engagé le Maroc. «Elle s'inscrit dans le cadre de la circulaire publiée récemment par le ministère de l'Education nationale au niveau de l'ensemble des délégations et académies du Royaume, dans le but de protéger les droits des étrangers vivant sur le territoire national», est-il indiqué. Ainsi, les enfants en âge de scolarisation seront confiés à des écoles publiques, alors que ceux qui ont dépassé l'âge de scolarisation seront orientés vers les classes de l'éducation non-formelle.

En outre, les ONG œuvrant pour la protection de la femme immigrée et de ses enfants seront d'un grand apport, notamment pour préserver les droits de l'homme, la santé et l'éducation. Pour bénéficier de l'appui du département de Birou, l'ONG doit présenter un dossier complet de son identification avec le statut légal, son champ d'intervention et ses réalisations, en plus d'une présentation du projet. Encore faudrait-il qu'elle soit dotée de moyens humains et logistiques pour la concrétisation du projet proposé. Et ce, dans les plus brefs délais. En attendant, les Subsahariens continueront d'errer dans les rues de la capitale spirituelle. La plupart d'entre eux s'adonnent à la mendicité dans les ronds-points. D'autres sont des porteurs dans le marché Imam Ali. Mais la nuit tombée, ils se retrouvent tous dans la forêt de Oued Fès et à côté de la gare ferroviaire pour camper à la belle étoile.

□

Youness SAAD ALAMI

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com



Alors que ses amis s'adonnent à la mendicité, ce jeune préfère dormir sur un banc de l'avenue Hassan II. Une image que l'on voit assez souvent un peu partout dans la ville, depuis quelques mois, avec l'arrivée massive des Subsahariens (Ph. YSA)